POUR L'INDÉPENDANCE ET LE SOCIALISME !

RÉPUBLIQUE OUVRIÈRE

Journal de la Ligue trotskyste — Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

n° 7 — Printemps 2026 — 1 $

Le PQ nous mène dans un cul-de-sac

Une autre stratégie pour l'indépendance

La démission de Legault, la montée du PQ et l'engouement d'une couche de jeunes pour l'indépendance sont des développements importants au Québec. On ne sait pas s'il y aura un gouvernement péquiste à l'automne, ni si Paul St-Pierre Plamondon (PSPP) va tenir sa promesse d'un référendum. Mais c'est évident que la gauche doit se positionner ***maintenant*** sur la lutte de libération nationale. Sinon, on répète l'abstentionnisme des deux premiers référendums et on cède la place au PQ, qui mènera inévitablement la lutte à une autre défaite, comme nous tenterons de le démontrer.

L'avenir du Québec se pose dans un contexte mondial différent de 1980 et 1995. Paradoxalement, c'est la montée de Trump et la chute de l'ordre néolibéral qui poussent les Québécois d'un côté à remettre l'indépendance à l'ordre du jour, mais, de l'autre, leur donnent des doutes quant à la tenue d'un référendum à court terme. Avec les agissements de Trump dans le monde, ils craignent une annexion américaine en cas de victoire du référendum. Mais cela reflète surtout le fait que le PQ n'est pas armé contre le trumpisme : PSPP a déjà mis un bémol sur l'agenda référendaire après avoir entendu les doutes des électeurs dans la partielle de Chicoutimi. Mais la lutte pour la libération nationale du Québec est objectivement anti-impérialiste et ne sera victorieuse qu'en se posant comme telle : une manière concrète de combattre le trumpisme est justement de combattre pour l'indépendance du Québec !

Le contexte international instable s'ajoute aux autres peurs habituelles engendrées par le camp fédéraliste : catastrophe économique, isolement international, etc. Et les plus lucides se rendent compte que le Canada ne va pas accepter l'indépendance sans broncher, avec à chaque référendum des menaces tangibles d'occupation militaire. Fondamentalement, ce qui a mené aux deux défaites référendaires c'est que le PQ n'a jamais eu de réponse crédible à ces menaces.

La stratégie perdante du PQ

Sur les Plaines d'Abraham le 22 janvier, Mark Carney a dans les faits énoncé sa stratégie à lui face à un prochain référendum : « Les Plaines d'Abraham symbolisent un champ de bataille, oui, mais elles symbolisent aussi le lieu où le Canada a commencé à faire le choix historique de privilégier l'adaptation plutôt que l'assimilation, le partenariat plutôt que la domination, la collaboration plutôt que la division ». En d'autres mots, il a réitéré l'approche fédérale depuis toujours : on offre aux Québécois le « partenariat » forcé, ou alors la répression militaire, les deux choses allant naturellement de pair.

PSPP a rétorqué que Carney « ne se rend même pas compte qu'il s'inscrit dans la longue tradition de colonialistes depuis Lord Durham » et que son discours « ne peut mener qu'à l'indépendance du Québec ». Le discours de Carney était effectivement celui d'un colonialiste méprisant, mais il se rendait très bien compte du message qu'il envoyait. Les discours libéraux sur le partenariat des « deux peuples fondateurs » existent depuis l'écrasement des Patriotes, et ils sont toujours basés sur le sous-entendu que le Québec reste de force dans le « Canada uni ». Le multiculturalisme trudeauiste, dont Carney cherche parfois à se distancier, était une approche un peu différente, mais ça revient fondamentalement à la même chose : donner le « choix » aux Québécois de consentir à disparaître au sein du Canada, ou alors être écrasés par la force.

Et peu importe qui contrôle la Maison-Blanche, ça a toujours été clair que l'impérialisme américain s'oppose à l'indépendance du Québec. Mais la stratégie du PQ n'est pas de préparer la lutte anti-impérialiste, mais plutôt de faire appel à Washington et à Wall Street pour les « convaincre » que le Québec indépendant ne serait pas une menace, mais un partenaire fidèle — d'où l'insistance du PQ qu'un Québec indépendant resterait dans l'OTAN et dans l'accord de libre-échange ACEUM, et d'où ses déclarations de solidarité avec les buts de Trump au Venezuela et en Iran.

Face aux menaces des fédéralistes, le PQ élabore plutôt des tas d'études économiques sur la viabilité d'un Québec indépendant : récupération des impôts du fédéral, dette comparable aux pays du G7, ressources naturelles, industrielles, etc. Dans l'abstrait tout cela est vrai. Mais nous

ne vivons pas dans l'abstrait : l'argument de la catastrophe économique n'est pas le fait d'une mauvaise ventilation comptable, mais de l'hostilité inéluctable de l'impérialisme envers un Québec indépendant. En d'autres termes, si la catastrophe économique ne vient pas d'elle-même, le Canada et les États-Unis vont la provoquer, et par la force militaire s'il le faut. Et à ça, le PQ n'a aucune réponse.

C'est ici que la gauche doit intervenir et proposer une stratégie entièrement différente, basée sur la mobilisation des travailleurs. C'est la classe ouvrière du Québec qui constitue la force motrice de la lutte de libération nationale : les luttes ouvrières et la lutte pour l'indépendance avancent et reculent ensemble. Mais le PQ se targue plutôt de mobiliser « tous les Québécois » : il comprend qu'il a besoin de l'appui des syndiqués, mais s'oriente en même temps sur les milieux d'affaires. Mais ces derniers sont des ***ennemis*** de la libération nationale. Compter sur le Québec inc. ou sur la haute finance américaine pour appuyer l'indépendance est une stratégie perdante. Ce que la gauche doit bâtir, c'est un parti des travailleurs qui cherche à arracher la direction de la lutte des mains du PQ.

Et une approche ouvrière ne se limite pas au Québec. Devant les menaces, il est crucial de mobiliser au moins une partie des travailleurs au Canada anglais et aux États-Unis pour soutenir la libération du Québec. C'est sûr que ce ne sera pas facile — les travailleurs au Canada sont particulièrement imbus d'unité nationale et leurs dirigeants syndicaux capitulent au libéralisme canadien. Mais même une mobilisation modeste de syndiqués dans le Canada anglais — contre la Loi sur la clarté par exemple — ferait réfléchir le fédéral. C'est aussi le rôle de la gauche de mobiliser ces travailleurs en leur faisant comprendre que l'oppression nationale du Québec signifie aussi leur oppression à eux.

Le PQ et les immigrants

Parizeau avait dit que « l'argent et des votes ethniques » ont fait perdre le référendum de 1995. Il y avait une part de vérité là-dedans, mais son speech a surtout renforcé la méfiance des minorités culturelles du Québec envers le projet indépendantiste. Depuis, le PQ n'a fait qu'approfondir cette méfiance en s'arrimant sur les campagnes réactionnaires de la droite, contre les musulmans en particulier. De la « Charte des valeurs » de Pauline Marois au soutien de PSPP aux visées réactionnaires de la CAQ comme les lois 21 et 94, le PQ pousse les immigrants dans les bras du libéralisme fédéraliste, au grand plaisir des dirigeants canadiens.

Québec solidaire et d'autres à gauche critiquent le manque d'« inclusivité » du PQ. Mais cela n'a aucun écho dans la classe ouvrière, qui soutient généralement les restrictions sur l'immigration, ainsi que la « laïcité ». Les raisons pour cela sont multiples et complexes, et ne peuvent pas être réduites simplement à l'arriération ou au racisme (même si ces choses jouent un rôle). Pour l'immigration, c'est la réalité que le fédéral a toujours cherché à l'utiliser pour noyer le Québec. L'explosion de l'immigration sous Justin Trudeau s'est aussi produite dans le contexte d'une économie canadienne chancelante : même si elle n'est pas la cause fondamentale de ces fléaux, c'est évident qu'elle a empiré la crise du logement et les ruptures dans les services publics, en plus de contribuer au déclin du français à Montréal. Ce sont là des réalités auxquelles les travailleurs font face tous les jours, et ne sont pas des inventions du PQ. Simplement dénoncer le « racisme » ou appeler à « l'ouverture des frontières » comme le font certains à gauche ne va convaincre personne et renforcer l'impression que les militants vivent sur la planète Mars. Si on doit s'opposer au racisme anti-immigrant, c'est d'un point de vue de classe, en faisant comprendre aux travailleurs québécois « de souche » que défendre les minorités culturelles et religieuses est un moyen de renforcer ***leurs luttes à eux***.

C'est similaire sur la question de la laïcité. C'est vrai que les nationalistes de la CAQ et du PQ font de la démagogie raciste sur le dos des minorités musulmanes (dont plusieurs sont francophones !). Mais encore une fois, les travailleurs québécois embarquent là-dedans pour des raisons bien précises. La séparation de l'Église catholique de l'État québécois fut durement acquise dans la Révolution tranquille et est légitimement prisée par les Québécois et, surtout, les Québécoises. On ***doit*** combattre l'oppression raciale et religieuse dans la société, mais on n'avancera pas en niant les aspects progressistes de la lutte pour l'indépendance et de la Révolution tranquille.

Il y a pourtant des arguments très puissants pour rallier les minorités du Québec à la lutte de libération nationale : celle-ci est une lutte anti-impérialiste dans laquelle les gens originaires du Sud global ont un intérêt évident. Au moment d'écrire ces lignes, il est urgent de mobiliser les travailleurs du monde entier en défense de l'Iran sous attaque impérialiste, de défendre Cuba et d'appeler à la libération de Maduro des mains de ses geôliers américains. Avec ses positions pro-étatsuniennes, le PQ ne fait au contraire que ***dé***mobiliser les néo-Québécois qui sauraient lier la lutte du Québec avec celle de tous les peuples opprimés de la terre.

Les points ci-dessus ne sont qu'un bref aperçu des tâches des marxistes sur la question nationale. Mais en ce moment, la gauche n'a rien de sérieux à proposer. Certains groupes, comme l'Action socialiste de libération nationale, capitulent à la stratégie du PQ. D'autres comme le Parti communiste révolutionnaire évitent la question et refusent d'appuyer l'indépendance, ce qui est un cul-de-sac total. ***Assez de tergiversations ! Il faut une alternative ouvrière au Parti québécois !*** ■

RÉPUBLIQUE OUVRIÈRE

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste au Québec et au Canada, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Charles Galarneau
Réalisation : Angie Swanson
Diffusion : Miriam McDonald

République ouvrière est édité par Les Éditions collectives, C.P. 583 Succ. Place d'Armes, Montréal QC H2Y 3H8. Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2026

La date de tombée pour ce numéro est le 17 mars 2026.

Impression syndicale

Numéro de convention : 40050911 ISSN : 2561-0872

Révolution tranquille...

(suite de la page 16)

et les mesures progressistes qui en découlaient — mais il en tirait la conclusion erronée que les actions de cette bourgeoisie ne pouvaient être que progressistes. *Parti pris* niait l'autre aspect de cette situation contradictoire : c'est cette même bourgeoisie qui contenait et réprimait la montée de la classe ouvrière et faisait obstacle à la lutte pour l'indépendance et le socialisme.

Plutôt que de lutter pour accentuer les aspirations de la classe ouvrière et les dresser contre la bourgeoisie québécoise, *Parti pris* était donc naturellement conduit à une position de « soutien tactique » à la bourgeoisie libérale :

> « Le Parti [révolutionnaire] devrait appuyer le RIN [Rassemblement pour l'indépendance nationale], le PSQ [Parti socialiste du Québec] et le parti Libéral (à moins, bien sûr, que l'un de ces deux premiers partis ne puisse devenir révolutionnaire) contre l'Union Nationale, le Crédit Social et le PRQ [Parti républicain du Québec, scission de droite du RIN], afin d'accentuer chez les premiers l'ouverture à gauche. »
>
> — Jean-Marc Piotte, « Parti pris, le RIN et la révolution », *Parti pris*, vol. 1, nº 3 (décembre 1963)

Qualifié de « compromis tactique », le soutien au Parti libéral ne faisait que transformer le mouvement socialiste en appendice de la bourgeoisie libérale. En d'autres mots, la ligne de *Parti pris* était une capitulation à la bourgeoisie — une admission que le mouvement socialiste n'aurait pas de rôle décisif à jouer pour toute une période historique.

Pour justifier cette capitulation, *Parti pris* développa, dans le contexte du Québec, le même argumentaire qui fut soulevé par les menchéviks russes pour justifier leur soutien à la bourgeoisie libérale, et qui sera repris par les staliniens par la suite pour justifier leurs trahisons des révolutions coloniales partout dans le monde : d'abord une alliance avec la bourgeoisie « progressiste » supposément pour se libérer de l'impérialisme, puis alors peut-être dans un deuxième temps, la lutte pour le socialisme. Le Manifeste de 1964 de *Parti pris* affirmait ainsi :

> « La lutte contre la bourgeoisie nationale ne pourra commencer vraiment que lorsque cette bourgeoisie aura elle-même acquis la souveraineté de l'État dans lequel elle s'incarne, nous battre contre elle à l'heure actuelle ce serait attaquer le pantin sans voir la main qui l'agite ; l'indépendance, victoire contre l'impérialisme colonial est un préalable à la révolution socialiste chez nous. »

pas de crédit

Des collaborateurs de la revue *Parti pris*.

Il ajoutait :

> « Nous sommes malgré nous les alliés objectifs de la bourgeoisie nationale quant à cette première phase de la lutte ; et nous nous devons de la soutenir et de la pousser de l'avant dans son entreprise réformiste. »
>
> — *Parti pris*, « Manifeste 1964-1965 », vol. 2, n° 1 (septembre 1964)

Parti pris se servait donc du fait que la révolution au Québec comporterait un aspect démocratique bourgeois (la création d'un État indépendant), pour céder la direction de cette lutte à la bourgeoisie québécoise. Dans son livre *La révolution permanente*, Léon Trotsky a réfuté cette conception qui sépare mécaniquement les étapes « bourgeoise » et « socialiste » dans la lutte de libération nationale, expliquant par exemple :

> « Dans les conditions de l'époque impérialiste, la révolution démocratique nationale ne peut être victorieuse que si les rapports sociaux et politiques d'un pays sont mûrs ***pour porter au pouvoir le prolétariat en qualité de chef des masses populaires***. Et si les choses n'en sont pas encore arrivées à ce point ? Alors la lutte pour la libération nationale n'aboutira qu'à des résultats incomplets, dirigés contre les masses travailleuses » (souligné par nous).

En d'autres mots, s'il est indéniable que la lutte pour un État séparé constitue une étape dans le développement de la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière québécoise, toute la stratégie révolutionnaire repose sur l'impératif de lui faire comprendre qu'elle ne doit en aucun cas s'appuyer sur la bourgeoisie pour mener ce combat — lui faire comprendre que la bourgeoisie constitue ***un frein*** à son avancement. Elle doit au contraire lier cette tâche avec sa propre lutte pour la prise du pouvoir, pour réaliser « la transformation de toute la nation sous la direction du prolétariat » (*La révolution permanente*). Mais la ligne de pensée de *Parti pris* a assuré que les progrès de la Révolution tranquille n'aboutissent en fin de compte… « qu'à des résultats incomplets, dirigés contre les masses travailleuses » !

En définitive, c'est tout le dénouement de la Révolution tranquille qui a démontré la banqueroute de la conception menchévique de *Parti pris* : une « première phase » où la classe ouvrière se voit subordonnée à la bourgeoisie, qui

Abonnez-vous !

7 $ / 3 numéros de *République ouvrière*, plus *Spartacist*

Commandez/payez auprès de :
Les Éditions collectives
C.P. 583 Succ. Place d'Armes, Montréal
QC H2Y 3H8

republiqueouvriere
Rep_Ouvriere
lciqi.org

torpille en fait la lutte pour l'indépendance en réprimant et divisant la classe ouvrière et en limitant cette lutte à ce que les impérialistes eux-mêmes considèrent comme « acceptable » ; puis une deuxième phase qui se fait toujours attendre, dans un contexte de défaite, de démoralisation et d'attaques croissantes de la bourgeoisie pour défaire ce qu'il reste de gains de la Révolution tranquille.

Parti pris va cesser publication en 1968, alors que le PQ est créé. Plusieurs de ses militants vont y entrer — ce qui était au final la conclusion logique du « soutien tactique » à la bourgeoisie. C'est une tragédie qu'une génération de militants qui gravitait autour de cette revue ait été perdue en l'absence d'un pôle révolutionnaire qui, en luttant contre leurs conceptions politiques, ait pu les gagner à un programme authentiquement marxiste pour l'indépendance et le socialisme.

« Réaction tranquille » et radicalisation des luttes

Comme nous l'avons vu, aucune des aspirations nationales et sociales ne fut satisfaite par le régime de Jean Lesage. Et elles ne pouvaient l'être. Les libéraux ont perdu le pouvoir en 1966 non pas parce qu'ils ont fait « trop et trop vite », mais bien parce qu'ils ont fait « trop peu et trop tard » pour satisfaire la soif grandissante de libération nationale et sociale qui animait la classe ouvrière. De 1964 à 1976, la Révolution tranquille entre donc dans une phase qui se caractérise par une explosion d'opposition aux gouvernements et dans laquelle s'enclenche un mouvement tâtonnant vers l'indépendance de classe, en direction contraire à la subordination initiale de la classe ouvrière à la bourgeoisie nationaliste. Cette brèche laissait entrevoir des opportunités réelles et considérables pour que la gauche puisse gagner la direction de la classe ouvrière sur une base révolutionnaire.

L'« union » que la bourgeoisie québécoise avait établie en 1960 avec les travailleurs québécois par l'entremise du Parti libéral, des bureaucraties syndicales et des intellectuels progressistes se désagrégeait de toute part. D'abord, le mouvement ouvrier devait se confronter au gouvernement Lesage dans toutes ses demandes : pour la syndicalisation du secteur public (« la reine ne négocie pas avec ses sujets » dixit le premier ministre), sur le Code du travail en 1963-1964, contre la collusion rampante entre le Parti libéral et les grands boss lors des grèves du secteur privé, etc. La tendance se maintient et s'envenime après le retour de l'Union nationale de Daniel Johnson en 1966. Cette année établit d'ailleurs un record de grèves dans tout le Canada, en grande partie sous l'impact des luttes au Québec. La fin des années soixante dans son ensemble vit une succession de conflits tous plus durs les uns que les autres : enseignants, postiers, chauffeurs de taxi, Hydro-Québec, autobus et métro à Montréal, Seven-Up, Domtar, industrie de la construction, General Motors à Sainte-Thérèse, etc.

Montreal Gazette

Rassemblement contre la guerre du Vietnam en 1967 à Montréal.

C'est aussi au cours de cette période que la lutte pour l'indépendance nationale gagne du terrain. Nous avons déjà mentionné le groupe autour de *Parti pris*, ouvertement indépendantiste, et il y avait d'autres forces politiques qui propageaient cette idée dans la société et dans la classe ouvrière. Le RIN, premier parti souverainiste créé en 1960, pouvait rassembler des centaines de manifestants contre l'oppression anglophone, que ce soit au CN (l'« affaire Gordon »), à Air Canada, ou contre la visite de la Reine à Québec où ils confrontèrent une répression policière sauvage en 1964 lors du « samedi de la matraque ». C'est aussi durant cette période que la lutte pour la libération nationale se pose de façon particulièrement explosive sur la question de la langue, notamment avec les conflits interethniques entre francophones et Italiens à Saint-Léonard : ces derniers, face aux privilèges de l'anglais et au statut inférieur des Québécois, et manipulés par des démagogues anglophones, refusaient d'envoyer leurs enfants à l'école française. Il y eut aussi l'Opération McGill français et les premières lois linguistiques comme le Bill 63. Ces luttes viennent alimenter ou se souder carrément à celle de la classe ouvrière, lui faisant de plus en plus prendre conscience que la seule solution à son oppression nationale c'est l'indépendance, ce qui galvanise réciproquement la lutte générale de la classe ouvrière en lui insufflant un dynamisme considérable.

Évidemment, ces luttes québécoises sont liées au contexte mondial. Dans les années soixante, toute la planète est traversée de luttes de libération. La Révolution cubaine, la guerre du Vietnam et les manifestations de masses contre l'impérialisme américain, Mai 68 en France, le mouvement palestinien, les mouvements de libération des noirs américains, etc., etc. : le monde est en pleine ébullition et, tant au niveau politique que culturel, le vieil ordre conservateur craque de partout. Tout cela alimente la lutte des Québécois pour leur libération.

Le bouillonnement à la base de la société québécoise va aussi pousser la classe dirigeante à s'adapter. Déjà, en 1966, Daniel Johnson avait « clignoté » en direction des indépendantistes avec son slogan « Égalité ou indépendance » pour reprendre le pouvoir. Il n'achèvera évidemment pas l'égalité nationale, et ne se battra pas pour faire

pas de crédit

1965 : Les « trois colombes » Trudeau, Marchand et Pelletier se lancent en politique fédérale pour réjuvéner le libéralisme canadien et combattre les « séparatistes ».

avancer l'indépendance d'un pouce. Son gouvernement (dirigé par Jean-Jacques Bertrand après la mort de Johnson en 1968) se caractérisera plutôt par encore plus de répression, alimentant davantage la radicalisation grandissante.

Pour les membres les plus perspicaces de la classe dirigeante québécoise, il devient de plus en plus évident que rien de moins qu'une position résolue en faveur de l'indépendance ne sera suffisante pour se maintenir à la tête de toute cette ébullition sociale. Précipitée par l'impact gigantesque du « Vive le Québec libre » de Charles de Gaulle en 1967, la « scission au sommet » se produit lorsque René Lévesque claque la porte du Parti libéral pour fonder le Mouvement souveraineté-association (MSA). Cette optique de « souveraineté-association » se veut naïvement rassurante pour les capitalistes anglo-canadiens et américains et pour se positionner comme l'option « respectable » pour l'indépendance. Le MSA absorbera rapidement les autres formations souverainistes (le RIN à gauche et le Rassemblement national à droite) avec la fondation du PQ en 1968.

Ces bouleversements au Québec causent en même temps des changements majeurs dans la dynamique politique du Canada lui-même. Les dirigeants fédéraux du début des années 1960 n'avaient pas vraiment d'emprise sur ce qui se passait au Québec. Certes, la nationalisation de l'électricité les avait plutôt irrités, mais Lesage, ancien ministre fédéral, ne semblait pas une grosse menace à l'unité canadienne et les fédéraux pouvaient toujours dire au Québec « d'aller se faire voir » avec ses demandes de « réaménagement » des relations fédérales-provinciales. Mais maintenant le Québec est en ébullition ouvrière constante et il est sérieusement question de séparation. Pour les dirigeants canadiens-anglais, il faut maintenant directement faire face au « problème » du Québec.

La répression faisait évidemment partie des cartes, mais on se rendait compte que ça ne suffirait pas. Il fallait aussi regagner les Québécois au fédéralisme canadien : mais pas plus le vieux bouledogue conservateur Diefenbaker que le libéral Pearson, tous deux unilingues anglophones, n'avaient beaucoup d'attrait pour une population québécoise en plein éveil national. C'est plutôt du ferment même de la Révolution tranquille qu'est venu l'élément qui allait constituer la « solution » du Canada au séparatisme.

Pierre Elliot Trudeau était issu du courant intellectuel anti-duplessiste et en constituait son aile la plus farouchement antinationaliste et anti-indépendantiste. En 1965, avec les autres « trois colombes » Gérard Pelletier et l'ancien syndicaliste Jean Marchand, il fit le saut au Parti libéral fédéral en promettant de renouveler le Canada en une « cité » bilingue et multiculturelle dans laquelle les Canadiens français pourraient pleinement s'épanouir. Le projet indépendantiste était au contraire pour Trudeau une régression au tribalisme et aux « guerres sans fin » qui avaient marqué l'histoire humaine depuis des siècles :

> « Ce n'est pas l'idée de nation qui est rétrograde, c'est l'idée que la nation doive nécessairement être souveraine....
>
> « La démocratie ayant fait que tous les hommes sont égaux dans la nation, on veut maintenant que toutes les nations soient égales entre elles, et singulièrement que la nôtre soit souveraine et indépendante. On compte que la naissance de notre État-Nation libérera mille énergies insoupçonnées et que, par là, les Canadiens français pourront enfin entrer en possession de leur héritage. Bref, on croit à une énergie créatrice qui donnerait du génie à des gens qui n'en ont pas, et qui apporterait le courage et l'instruction à une nation indolente et ignorante....
>
> « Il faut donc faire face au problème : comment — sans recourir à l'idée absurde et rétrograde de souveraineté nationale, — comment pouvons-nous préserver les valeurs nationales des Canadiens français ?
>
> « Je l'ai dit plus haut : il faut divorcer les concepts d'État et de nation, et faire du Canada une société vraiment pluraliste et polyethnique. »
>
> — « La nouvelle trahison des clercs », *Cité libre*, nº 46 (avril 1962)

Ce projet « postnational » multiculturel allait constituer la base du libéralisme trudeauiste qui allait devenir l'idéologie dominante de la bourgeoisie canadienne. Il présageait même l'idéologie dominante du monde néolibéral dominé par les États-Unis qui s'établira suite à la chute de l'Union soviétique dans les années 1990-2000 — cet ordre mondial libéral que Donald Trump met aujourd'hui à la poubelle, au grand dam du Canada !

Cette idée d'un Canada postnational qui répandrait le bilinguisme *from coast to coast* et rayerait pour toujours les « deux solitudes » était évidemment une utopie — la réalité demeure que la classe dirigeante anglophone sera toujours dominante dans un « Canada uni ». Mais elle eut néanmoins un impact certain sur ***l'idéologie*** du Canada anglais, autrefois ouvertement dominée par le loyalisme britannique et le racisme ouvert envers les francophones, les catholiques, les autochtones et les immigrants non-Blancs : on voyait d'ailleurs jusqu'au moins les années 1950 des milliers de personnes marcher à Toronto et ailleurs dans les parades orangistes (mouvement issu de la réaction protestante en Irlande), quelque chose d'impensable de nos jours.

Cette transformation de l'idéologie libérale canadienne fut suffisamment crédible pour charmer une grande partie de l'électorat québécois, qui typiquement allait voter pour des nationalistes à Québec et le centralisateur Trudeau à Ottawa — ou, dans les mots d'Yvon Deschamps, pour « un Québec indépendant dans un Canada uni » !

Trudeau ne changera donc rien de fondamental à l'oppression nationale du Québec. Au contraire, il allait la renforcer. Dès après son élection comme chef libéral fédéral,

Trudeau se pointe le soir du défilé de la Saint-Jean de 1968 à Montréal pour provoquer les indépendantistes, qui se font matraquer et gazer à ses pieds, au bas de la tribune, cherchant à prouver une dernière fois avant les élections du lendemain que c'est lui qui se tiendrait debout face à ces *goddamned separatists*.

Montée ouvrière et souverainiste d'un côté, une bourgeoisie canadienne qui cherche à reprendre l'initiative de l'autre, telles sont les forces sociales opposées qui devaient conduire à la crise d'Octobre. Il ne manquait plus qu'un catalyseur qui sera fourni par l'un des protagonistes centraux de la gauche québécoise durant cette période : le Front de libération du Québec.

Le FLQ et la crise d'Octobre

> J'avais un chum qui était correct, lui
> Mais je le vois pus, y est en prison dans le bout d'Québec
> Y a mis des bombes quand y a perdu ses élections
> Si j'm'ennuie trop, vous êtes ben mieux
> Vous êtes ben mieux de faire attention là
> — Beau Dommage, *Le Blues d'la métropole* (1975)

Dès sa création en 1963, le FLQ a attiré dans ses rangs parmi les combattants les plus courageux pour la libération nationale et sociale du Québec. S'inspirant des luttes de libération à Cuba, en Algérie et au Vietnam, les membres du FLQ pensaient que la voie pour l'émancipation nationale résidait dans la lutte de « guérilla urbaine ». Ils pensaient que le Québec avait besoin d'un réveil, d'une étincelle, et qu'ils fourniraient cela par des actions violentes et spectaculaires : « expropriations » de banques, saisie d'armes et attaques à la bombe visant des symboles du colonialisme britannique, de la domination du capital anglophone, et les boîtes à malle richement décorées de Westmount. Mais le problème du FLQ est qu'il restait dans le cadre d'une stratégie nationaliste, et non pas marxiste et lutte de classe : le fait qu'il ait employé le terrorisme individuel était simplement un symptôme de ce programme erroné — et ça s'avéra entièrement inefficace d'ailleurs.

Le FLQ s'est développé dans le contexte social que nous avons décrit dans la section précédente : les aspirations de la Révolution tranquille avaient frappé un mur avec les régimes de Lesage et de Johnson/Bertrand, notamment les aspirations nationales. Les membres du FLQ savaient que l'indépendance était la seule solution à l'oppression nationale du Québec, mais il ne leur semblait pas y avoir d'avenue « pacifique » pour celle-ci : dans les années 1960, tout mouvement indépendantiste se heurtait immédiatement à la répression. Pour les membres du FLQ, seule une lutte armée pouvait faire avancer la libération. Mais le FLQ partageait la même conception menchévique-stalinienne erronée que *Parti pris* : d'abord l'indépendance, dont la bourgeoisie nationaliste doit prendre la tête (même s'il faut lui mettre un fusil sur la tempe), puis seulement après la lutte pour le socialisme. Le FLQ voyait la formation du PQ comme un pas en avant et non pas comme un nouvel obstacle à la lutte de libération nationale. François Mario Bachand, l'une des voies « marxistes » au sein du FLQ, exprimait clairement cette position :

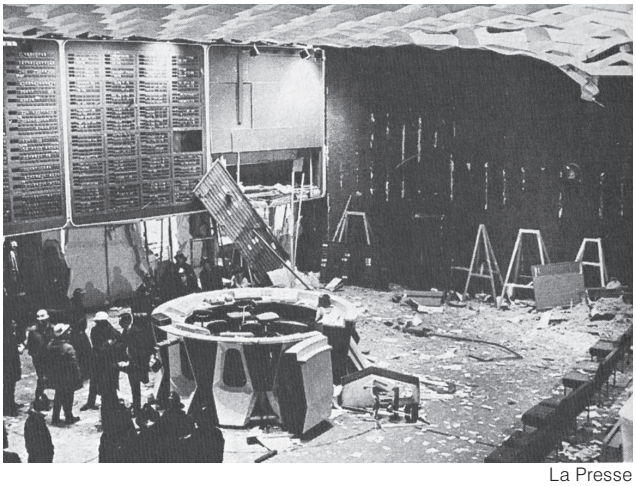
> « Qu'est-ce qui "pogne" au Québec ? Le nationalisme. Pourquoi ? Parce que nous sommes une nation colonisée depuis plus de 200 ans et qu'il est normal, vu le phénomène de décolonisation mondiale et la situation objective chez nous, que nous passions nous aussi par cette étape avant d'arriver à une révolution sociale. Aucun pays n'a instauré le socialisme chez lui avant d'avoir obtenu son indépendance nationale… Nous devons appuyer activement le PQ aux prochaines élections. »
>
> — cité dans Louis Fournier, *FLQ : histoire d'un mouvement clandestin* (2020)

La différence entre le FLQ et *Parti pris* était essentiellement tactique, portant sur la nécessité de la violence et du terrorisme pour « accélérer » la lutte pour l'indépendance. Ils étaient plus impatients, mais ils partageaient fondamentalement les mêmes conceptions nationalistes.

C'est donc tout naturellement que le FLQ annonça une « trêve » durant les élections du printemps 1970 afin de ne pas nuire au PQ. Mais le FLQ vit la goutte qui fit déborder le vase lorsque la carte électorale complètement déformée donna au PQ seulement sept députés malgré 23 % des voix. Ils réagirent en organisant en octobre l'enlèvement du diplomate britannique James Cross et du vice-premier ministre Pierre Laporte. Ce coup d'éclat se voulait l'étincelle qui embraserait la révolution sociale et nationale au Québec, comme leur manifeste, lu en direct à la télévision, conviait les travailleurs à le faire. Mais le manifeste ne cachait pas que leur action était conditionnée par l'échec électoral du PQ :

> « Nous avons cru un moment qu'il valait la peine de canaliser nos énergies, nos impatiences comme le dit si bien René Lévesque, dans le Parti québécois, mais la victoire libérale montre bien que ce qu'on appelle démocratie au Québec n'est en fait et depuis toujours que la "*democracy*" des riches. La victoire du Parti libéral en ce sens n'est en fait que la victoire des faiseurs d'élections Simard-Cotroni. En conséquence, le parlementarisme britannique, c'est bien fini et le Front de libération du Québec ne se laissera jamais distraire par les miettes électorales que les capitalistes anglo-saxons lancent dans la basse-cour québécoise à tous les quatre ans. Nombre de Québécois ont compris et ils vont agir. Bourassa dans l'année qui vient va prendre de la maturité : 100 000 travailleurs révolutionnaires organisés et armés ! »

Tout le problème ici c'est que si la « *democracy* » se met à marcher pour le PQ, l'argument du FLQ tombe à terre : à mesure que l'arène électorale s'ouvre au PQ et qu'il apparaît que « le parlementarisme britannique » n'est pas



La Presse

Guérilla urbaine du FLQ : la Bourse de Montréal ravagée par une bombe en 1969.

Olsen/Toronto Star ; Archives CSN

À gauche : L'armée canadienne envahit le Québec en octobre 1970. Trudeau promulgua les mesures de guerre suite aux kidnappings du FLQ, mais cherchait surtout à écraser le mouvement indépendantiste issu de la Révolution tranquille. À droite : Michel Chartrand (deuxième à gauche), Pierre Bourgault (à droite) et d'autres manifestent en défense des felquistes emprisonnés au début des années 1970.

complètement fini, la nécessité de l'action terroriste disparaît. (C'est là une différence fondamentale avec l'Irlande du Nord, où l'IRA provisoire se maintiendra pendant des décennies face au blocage total de débouchés politiques légaux pour les nationalistes.) Les politiques du FLQ se sont avérées un cul-de-sac parce qu'il ne voyait pas que la clé pour les révolutionnaires au Québec était de gagner la direction de la classe ouvrière et de sa lutte de libération nationale en luttant, parmi elle, pour démontrer que c'est la bourgeoisie nationale (dont le PQ) qui pose un frein et un obstacle à l'émancipation nationale et sociale. Au lieu de cela, ils se sont considérés comme le bras armé du mouvement nationaliste bourgeois. C'est pour ça que le FLQ s'est avéré un échec politique à long terme. À court terme, ça ne les a pas trop aidés non plus à faire face à la répression d'État qui allait s'abattre sur eux pendant et après Octobre.

En effet, le camp ennemi était bien préparé. Ayant élaboré des plans pour l'occupation militaire du Québec bien avant les enlèvements du FLQ, Trudeau y trouva le prétexte tout désigné. La Loi sur les mesures de guerre fut invoquée et l'armée occupa Montréal et la province. Les libertés civiles furent suspendues et des centaines de personnes emprisonnées, y compris des dirigeants syndicaux, des indépendantistes, des membres du PQ et même des artistes de renom, dont la plupart n'avaient rien à voir avec le FLQ. Prétextant un « complot » pour former un « gouvernement provisoire » dirigé par le PQ et les syndicats, le motif réel derrière cette invasion militaire était absolument clair : il s'agissait d'essayer d'écraser tout le mouvement indépendantiste au Québec et de casser l'élan de la classe ouvrière. Pierre Laporte sera finalement trouvé mort dans le coffre d'une voiture, et les membres du FLQ acceptèrent de libérer James Cross en échange de se voir accorder l'exil vers Cuba (ce qu'ils obtiendront, certains revenant au Québec des années plus tard désillusionnés face au caractère répressif du régime stalinien cubain). Les gouvernements du Québec et du Canada poursuivront une vendetta acharnée contre ces militants pendant des années.

À peu près tous les groupes de gauche ont fait leur critique du « terrorisme individuel » du FLQ : substitution pour les masses ; invitation à l'inévitable répression de l'État qui vous écrasera ; aliénation des travailleurs à cause des victimes collatérales innocentes des attaques terroristes. Tout cela est vrai, mais ce qu'aucun groupe marxiste n'a vraiment fait jusqu'à présent, c'est d'exposer les contradictions entre les intentions révolutionnaires des felquistes et leur programme : si la crise d'Octobre et sa répression ont porté un coup dur au FLQ, empêchant d'autres vagues terroristes après Octobre, à long terme c'est son programme politique nationaliste bourgeois qui l'a mené à l'échec.

Sommets et limites du syndicalisme de combat

Quel fut l'effet de la crise d'Octobre sur la trame générale de la Révolution tranquille ? D'un côté, la répression avait effectivement assommé la gauche, dont le FLQ et ceux qui gravitaient autour de lui, mais la situation était différente pour la classe ouvrière dans son ensemble. Certes, la crise avait aussi porté un coup au mouvement ouvrier, mais il lui fallut un an seulement pour revenir encore plus militant et unifié qu'il ne l'avait jamais été auparavant, galvanisé autour du dur conflit à *La Presse* en 1971. De l'autre côté, la crise eut aussi pour effet de recentrer cette gauche, initialement abasourdie par Octobre, autour de la classe ouvrière.

La force motrice derrière toute la Révolution tranquille, la classe ouvrière, ne pouvait pas être stoppée simplement par la matraque. Au contraire, la répression accrue eut pour effet d'accélérer le processus de radicalisation déjà rapide et profond que le mouvement syndical connaissait depuis le milieu des années 1960. Au début des années 1970, sous le régime libéral réactionnaire de Robert Bourassa, il y a maintenant une pression colossale provenant de la base des syndicats qui s'exerce sur leurs dirigeants et qui les force à s'adapter et à radicaliser leurs discours. En témoignent les manifestes à consonance radicale que publiera chacune des grandes centrales syndicales en 1971 et 1972 : *L'État, rouage de notre exploitation* (FTQ), *Ne comptons que sur nos propres moyens* (CSN) et *L'école au service de la classe dominante* (CEQ). C'est dans cette période que le redoutable Michel Chartrand devint une vedette du mouvement syndical et que Marcel Pepin de la CSN poursuivait son « Deuxième front » cherchant à

La Presse

29 octobre 1971 : Le tabassage policier contre la manif en soutien aux grévistes de *La Presse*, engendrant la mort d'une manifestante et des dizaines de blessés, déclenchera une vague de colère ouvrière dans tout le Québec.

combiner les luttes syndicales avec un mouvement pour changer la société en profondeur. Le journaliste Nick Auf der Maur, qui a fourni un portrait vivant du mouvement ouvrier pendant ces années, fera remarquer que :

> « Cette opposition parlementaire [le PQ] était éclipsée par une autre, extraparlementaire et encore plus forte et plus radicale celle-là, basée sur le mouvement syndical. Lorsque les syndicats se mirent en avant-scène en 1971, ils représentaient plus que la renaissance du peuple canadien-français ; ils représentaient aussi un mouvement sérieux pour un nouveau type de société. Ils se dressaient non seulement contre la domination anglaise du Québec, mais contre le système politique dans son ensemble. »
>
> — *Quebec : A Chronicle 1968-1972* (1972, traduit par nous)

On assiste donc à une dynamique fortement contradictoire au sein du mouvement ouvrier. D'un côté, nous avons vu ce tâtonnement vers l'indépendance de classe, enclenché avec la rupture d'avec le Parti libéral et s'exprimant de façon de plus en plus explosive. Mais de l'autre côté, cette explosion de la classe ouvrière est toujours sous la direction d'un programme nationaliste-réformiste des dirigeants syndicaux qui tirent dans une direction diamétralement opposée, vers la collaboration de classe, qui s'exprimera bientôt avec leur soutien au PQ. Ce processus contradictoire va atteindre son paroxysme avec la grève générale de 1972. La grève va marquer le sommet historique de la combativité ouvrière au Québec qui n'a pas encore été franchie depuis, notamment parce que la grève générale marque l'extrême limite d'un programme économiste-syndicaliste (le « syndicalisme de combat »), qui n'est pas en rupture avec le nationalisme bourgeois en tant que tel, mais représente essentiellement sa version ouvrière « militante ».

Ce qui débuta comme un front commun des centrales syndicales à l'occasion des négociations du secteur public au début de 1972 va rapidement s'accentuer et se transformer en une situation aux allures prérévolutionnaires. Les travailleurs, qui se butent à un refus catégorique du gouvernement face à leurs demandes principales (centralement un salaire de 100 $ par semaine), vont défier les décrets et lois de retour au travail, menant à l'emprisonnement des chefs syndicaux (qui eux-mêmes avaient appelé à mettre fin aux grèves) et à l'explosion de toute la province en grève générale spontanée en mai. Les travailleurs — menés cette fois par le prolétariat industriel dans le secteur privé, dont les Métallos et la construction — vont prendre contrôle de villes entières (notamment Sept-Îles où la police sera mise en déroute et n'aura plus force de loi) ; les travailleurs prendront contrôle des stations de radio et autres moyens de communication dont ils se servent pour faire entendre leurs demandes, pendant que les grands journaux cessent de publier. Ce qui s'apparente à des conseils ouvriers, qui formaient l'embryon de potentiels organes de double pouvoir, vont se former dans des villes ouvrières comme Saint-Jérôme et exigeront que les travailleurs des autres industries sortent aussi en appui à la grève.

Le prochain stade de la lutte, c'était réellement la question du pouvoir : si l'on renverse ce gouvernement, alors quelle classe doit prendre en charge la réouverture de la société et de l'économie ? Qui, des travailleurs ou des capitalistes, doit dicter sa volonté ? Et c'est une ligne que les bureaucraties syndicales, dont tout le programme repose sur l'inviolabilité des rapports capitalistes, ne veulent et ne peuvent absolument pas franchir. Louis Laberge, dirigeant de la FTQ emprisonné, fut plus tard explicite à ce propos :

pas de crédit ; Radio-Canada

Mai 1972 : Grève générale au Québec (ici à Sept-Îles) contre l'emprisonnement des chefs syndicaux. Ces derniers (dont Louis Laberge) saborderont la grève au profit d'une entente avec le gouvernement Bourassa.

> « Il fallait que les grèves arrêtent. Il fallait calmer les esprits et éviter les débordements. De toute façon, je n'ai jamais pensé qu'on pouvait renverser un gouvernement au Québec par la grève générale ! Mais on pouvait mettre de la pression et on l'a fait. »
>
> — cité dans Louis Fournier, *Louis Laberge, Le syndicalisme c'est ma vie* (1992)

Sous « la pression » le gouvernement « trouva » finalement l'argent pour répondre aux demandes salariales des syndicats, mais la classe ouvrière fut démobilisée et les choses allaient commencer à reculer. En somme les travailleurs avaient pu par leur propre élan pousser la lutte bien plus loin que les dirigeants syndicaux ne le voulaient et ils ont pu de manière spontanée défier la loi de retour au travail. Mais une fois engagés dans une confrontation directe avec la pleine force de l'État capitaliste, il n'y avait qu'une voie pour continuer de l'avant : organiser la lutte pour la prise du pouvoir d'État par la classe ouvrière. Toute l'histoire du mouvement ouvrier international montre que cette tâche ne peut pas être accomplie de manière spontanée sur la base du simple militantisme syndical, mais nécessite un parti politique forgé précisément pour ce but. En l'absence de ce facteur décisif, la courbe du mouvement ne pouvait que redescendre.

Radio-Canada

Les ex-felquistes Gagnon et Vallières débattent à Radio-Canada en 1972. Leur rupture symbolisera la scission artificielle dans la gauche entre « question sociale » et « question nationale ».

C'est que le programme nationaliste-réformiste des directions syndicales, qui prétend qu'on doit collaborer avec l'aile « progressiste » de la bourgeoisie québécoise, est tout à fait opposé à la lutte pour le pouvoir ouvrier. De son côté le programme du « syndicalisme de combat », qui est souvent mis de l'avant en contraste aux bureaucraties syndicales officielles, n'était pas non plus un outil pour mener cette lutte. Au contraire, ce programme n'a fait que renforcer le problème : en limitant sa critique des bureaucrates à leur manque de combativité, il ne remet pas en question leur programme de collaboration de classe nationaliste. Faute d'un pôle révolutionnaire alternatif pour mener cette bataille, les travailleurs furent effectivement portés jusqu'à l'extrême limite de la combativité syndicale, mais ne trouvèrent d'autre option au terme de ce combat sinon que de marcher derrière le PQ. S'il n'était pas entièrement déterminé au début des années 1970 que la classe ouvrière allait être canalisée dans un soutien au PQ, ni que René Lévesque était nécessairement très intéressé à s'associer à ces syndicats trop « radicaux », il était clair maintenant après la grève générale que c'est dans cette direction que la majorité de la classe ouvrière allait se trouver aspirée avec les bureaucraties syndicales et leur soif de « concertation » avec l'État québécois, que le gouvernement Bourassa leur refusait obstinément.

Vie et mort des maoïstes québécois

La crise d'Octobre et la grève de 1972 ont aussi provoqué de grands réalignements dans la gauche québécoise. Devant l'échec du FLQ et la dissolution du reste de la gauche nationaliste des années 1960 dans le Parti québécois, l'un des courants qui devint dominant dans les années 1970 fut le maoïsme, en particulier les deux groupes les plus importants En Lutte ! et la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, cette dernière se renommant plus tard le Parti communiste ouvrier (PCO). Ce courant représentait une nouvelle réponse face au dilemme que nous avons déjà vu à maintes reprises : quelle relation entre libération nationale et libération sociale ? À ce sujet, les maoïstes sont notoires pour avoir tout simplement rejeté la lutte pour l'indépendance du Québec et, dans les faits, celle pour la libération des femmes, en faveur de la « contradiction principale » entre travailleurs et capitalistes. Pour cela, ils ont été vertement et correctement dénoncés comme supporters du « Canada uni » par le reste de la gauche et bien des intellectuels qui ont étudié la question depuis.

Mais l'attrait réel du maoïsme auprès de militants qui sortaient en grande partie des tendances nationalistes de gauche était qu'il représentait une réponse en apparence « rouge » au nationalisme bourgeois du PQ. Ainsi, alors que le maoïsme se mourait au niveau international, au Québec c'est entre 1976 et 1980 — sous le premier gouvernement Lévesque — qu'il a connu son apogée, comptant alors plus de 4000 membres et sympathisants, dont plusieurs dans les syndicats.

Mais c'est dès 1972 que ces deux tendances — péquiste et maoïste — se sont confrontées de manière très médiatisée lors de la rupture entre les deux proches compagnons ex-felquistes Pierre Vallières et Charles Gagnon. Leurs choix — le premier pour le PQ, le second pour le parti « marxiste-léniniste » — devinrent en quelque sorte la personnification des deux grandes tendances de la gauche des années 1970. Même si tous deux s'entendaient pour dire que la voie guérillériste du FLQ s'était terminée en échec, ils en tirèrent des conclusions diamétralement opposées. Pour Vallières, qui fit son « *coming out* » en faveur du PQ dans *Le Devoir* et dans la brochure *L'urgence de choisir*, la solution était de se joindre au PQ parce qu'il croyait que c'était la seule manière efficace d'obtenir la libération nationale, et que le PQ représentait le seul parti « de masse » qui puisse faire avancer cette « première étape » de la révolution au Québec, malgré sa direction bourgeoise. On pouvait influer sur le PQ « de l'intérieur » et espérer minimiser ses aspects procapitalistes. Le choix de Vallières fut loin d'être unique : il reflétait en quelque sorte l'option

UQAM

Contingent d'En Lutte. Les maoïstes attirèrent d'abord des centaines de militants, mais s'évaporèrent ensuite parce qu'ils rejetaient les aspirations nationales des travailleurs québécois.

choisie par des centaines de milliers de travailleurs et de militants québécois qui voulaient « au moins » achever l'indépendance, quitte à endurer un gouvernement des Parizeau, Morin et Lévesque. C'était la continuation logique du programme de collaboration de classe de *Parti pris* et du FLQ lui-même ; et c'était encore une fois la conséquence de ne pas avoir de pôle luttant pour une direction révolutionnaire de la lutte de libération nationale.

S'inscrivant en faux contre Vallières, Charles Gagnon répondit immédiatement par un texte intitulé « Le PQ ne peut promouvoir les intérêts des travailleurs », où il argumente entre autres :

> « Le "choix urgent" auquel Pierre Vallières tente d'amener les Québécois (Vallières parle en effet du "peuple" et de la "masse" comme d'une totalité indifférenciée) ne peut se comprendre qu'à l'intérieur d'une problématique essentiellement petite bourgeoise, où le FLQ est considéré uniquement comme l'aile radicale du mouvement indépendantiste, dont le PQ se présente dorénavant comme la direction et le porte-parole le plus autorisé.…
>
> « Le PQ doit aussi se donner, sinon une direction, du moins des porte-parole, plus habiles, qui sachent mieux composer avec les forces populaires et surtout syndicales, tout en demeurant le parti de la fraction nationaliste de la bourgeoisie québécoise. Et voilà un poste ouvert, non, une mission, qui semble bien avoir trouvé son missionnaire. »

Le PQ est alors effectivement le parti de la bourgeoisie nationaliste québécoise et s'y opposer d'un point de vue de classe va de soi : Gagnon a certainement raison de se moquer des intellectuels et bureaucrates syndicaux pro-PQ. Mais le problème c'est qu'il en vient à contreposer la lutte de libération nationale, le seul aspect progressiste du mouvement nationaliste, aux intérêts de classe des travailleurs, plutôt que de soutenir le désir de libération nationale des travailleurs comme levier ***contre*** la bourgeoisie nationaliste perfide, laissant en fait le terrain de l'indépendance au PQ.

Au contraire, le prolétariat doit se faire le champion de tous les droits démocratiques, y compris le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, s'il veut accomplir le renversement du capitalisme. Gagnon reste plutôt toujours enfermé dans le même carcan menchévique-stalinien que Vallières, *Parti pris*, etc., à savoir que pour soutenir l'indépendance nationale, il faut nécessairement soutenir la ***bourgeoisie*** nationale ; mais comme, contrairement à Vallières, il rejette le PQ, il se sent donc obligé de rejeter… l'indépendance !

Dans sa brochure *Pour le parti prolétarien*, publié un peu plus tard en 1972, Gagnon, tout en reconnaissant encore l'aspect central de la lutte de libération nationale au Québec, y conclut qu'elle ne pourra se résoudre que sous le socialisme et que par conséquent la simple indépendance politique sous le capitalisme serait néfaste :

> « À l'âge du dépérissement du capitalisme, la contradiction fondamentale est celle qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie, à toutes ses fractions. À l'ordre du jour de la révolution figure aujourd'hui la destruction du capitalisme, la construction du socialisme. Le prolétariat québécois est dorénavant engagé dans la lutte contre le capitalisme : ses ennemis sont les bourgeois d'où qu'ils viennent. C'est ainsi que l'indépendance du Québec par la constitution d'une bourgeoisie locale soumise à l'impérialisme n'est pas et ne peut pas être un objectif du prolétariat québécois. »

Mais la libération nationale des nations opprimées, même sous le capitalisme, est progressiste. Un Québec indépendant — même sous la bourgeoisie québécoise — signifierait la fin du joug national et serait aussi un coup porté au système impérialiste nord-américain, choses qui suffisent amplement pour que les marxistes lui donnent leur appui. Et le plus important c'est que la lutte pour l'indépendance est depuis toujours au Québec une force motrice des luttes sociales qui mobilisent la classe ouvrière : lui tourner le dos, c'est tourner le dos à la révolution au Québec et au Canada, et c'est donc objectivement jouer le jeu des nationalistes bourgeois, en leur cédant le terrain « national ».

Suivant la logique d'abord développée par Gagnon, c'est ainsi par exemple qu'un candidat du PCO argumentait pour justifier son opposition à l'indépendance du Québec lors d'une élection provinciale partielle à Montréal en 1979 :

> « Ce que le PCO propose, c'est d'éliminer l'oppression nationale à sa source. Ce sont les capitalistes qui ont intérêt à ce que la division règne dans la classe ouvrière, et qu'une partie soit privilégiée par rapport à l'autre. Tant qu'eux dirigeront la société, on ne pourra pas enrayer définitivement l'oppression nationale. C'est seulement dans une société socialiste où les ouvriers seront au pouvoir que les différentes nationalités seront traitées avec justice et égalité. »
>
> — cité dans Jean-Philippe Warren, *Ils voulaient changer le monde : le militantisme marxiste-léniniste au Québec* (2007)

En d'autres mots, au nom du socialisme, on rejette la lutte de libération nationale et on la relègue au futur lointain, après la révolution. Lénine, qui n'avait de cesse de combattre de telles fariboles au sein du mouvement révolutionnaire, avait ceci à dire à ceux qu'il appelait à l'époque les « économistes impérialistes » qui croyaient que les luttes d'indépendance nationale étaient « dépassées » à l'époque du capitalisme monopoliste et que tout se réglerait « sous le socialisme » :

> « La libre disposition des nations est la même chose que la lutte pour la libération totale de la nation, pour l'indépendance totale, contre les annexions, et les socialistes ***ne peuvent*** refuser de livrer une ***telle*** lutte — sous toutes ses formes, jusques et y compris l'insurrection ou la

guerre — sans cesser d'être des socialistes. »
— « Une caricature du marxisme et à propos de l'"économisme impérialiste" » (août-octobre 1916)

Dans le même ordre d'idées, Lénine répondait ainsi aux « socialistes » qui se montraient indifférents au soulèvement de Pâques 1916 en Irlande. Lénine exprimait bien la position révolutionnaire quand il s'agit de jumeler « question nationale » et « question sociale » :

« Croire que la révolution sociale soit ***concevable*** sans insurrections des petites nations dans les colonies et en Europe, sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie ***avec tous ses préjugés***, sans mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes politiquement inconscientes contre le joug seigneurial, clérical, monarchique, national, etc., — c'est ***répudier la révolution sociale***. C'est s'imaginer qu'une armée prendra position en un lieu donné et dira : "Nous sommes pour le socialisme", et qu'une autre, en un autre lieu, dira : "Nous sommes pour l'impérialisme", et que ce sera alors la révolution sociale ! C'est seulement en procédant de ce point de vue pédantesque et ridicule qu'on pouvait qualifier injurieusement de "putsch" l'insurrection irlandaise.

« Quiconque attend une révolution sociale "pure" ne vivra ***jamais*** assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution. »
— Lénine, « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (1916)

La clé pour déverrouiller la voie vers la révolution n'est pas de rejeter les luttes démocratiques ou nationales, mais de démontrer que la bourgeoisie nationaliste est un obstacle à la libération. Les maoïstes québécois avaient une véritable influence au sein de la jeunesse et de la classe ouvrière. Mais toutes ces énergies se sont brûlées en vain parce qu'ils se coupaient eux-mêmes des aspirations qui poussaient la classe ouvrière de l'avant. La douche froide vint après qu'ils eurent appelé les gens à annuler leur vote lors du référendum de 1980, lorsque plusieurs réalisèrent qu'ils avaient complètement raté le bateau. Les militantes en vinrent aussi à rejeter ces partis étant donné l'indifférence méprisable des groupes maoïstes envers l'oppression des femmes et leur statut de membres subalternes à tous les niveaux. En fait, au moment de la dissolution du groupe, le bureau politique du PCO ne comptait aucun francophone et peu de femmes, alors que les Québécois étaient en grande majorité parmi les membres, et les femmes pas loin de la parité !

Il y eut beaucoup d'autres facteurs qui contribuèrent à l'écroulement final des deux principales organisations maoïstes, mais ce qui importe de comprendre ici c'est que leur problème fondamental est de n'avoir pas su ni voulu se battre pour la direction révolutionnaire des luttes de libération nationale et sociale et d'avoir ainsi, eux aussi, fini par céder la direction des luttes à la bourgeoisie nationaliste et au PQ. C'est ça qui a mené à la chute du maoïsme aussi rapidement qu'il était apparu au Québec.

Enfin, l'autre argument fondamental des maoïstes et d'autres dans la gauche qui s'opposent à l'indépendance du Québec, c'est qu'elle serait un obstacle à l'unité révolutionnaire avec les travailleurs anglophones du Canada. Mais l'« unité » sur la base de l'oppression du Québec ne fait que renforcer les préjugés chauvins des travailleurs du Canada anglais, plutôt que de leur démontrer que ***leur*** intérêt réside dans la libération nationale du Québec, dirigée contre la bourgeoisie oppressive canadienne-anglaise qui les exploite eux aussi. La ***véritable*** unité entre travailleurs québécois et canadiens anglais ne peut se faire que sur la base d'un appui non seulement au socialisme, mais aussi à l'indépendance du Québec.

[À SUIVRE]

Et les trotskystes ?

Alors que la gauche québécoise des années 1970 se scindait entre le soutien ouvert au Parti québécois d'un côté, et le rejet de la lutte pour la libération nationale de l'autre, des petits groupes qui se réclamaient du trotskysme durant cette période ont bien tenté de virer le mouvement dans une direction révolutionnaire basée sur le programme de la Quatrième Internationale de Léon Trotsky et l'application des principes de la révolution permanente au Québec. Mais leur échec fut total, parce que leurs programmes, souvent corrects en théorie, demeuraient généralement lettre morte dans la pratique. Confrontés aux tourbillons puissants des luttes de la Révolution tranquille, ils se fondirent à peu près tous sans traces dans le mouvement général ou alors, dans certains cas, gardèrent une attitude sectaire qui les coupait de toute influence réelle (notre tendance à nous tombant dans cette dernière catégorie, mais nous y reviendrons). Nous nous attarderons ici sur ces mouvements parce qu'il est essentiel pour les nouvelles générations de militants trotskystes aujourd'hui et dans l'avenir de comprendre ce qui s'est passé et de ne pas répéter les mêmes erreurs.

Les trotskystes étaient présents au Canada anglais depuis la fin des années 1920. Il y eut une brève tentative de s'implanter au Québec dans les années 1940, mais ce fut un échec, les quelques militants recrutés s'étant plutôt dissous dans la bureaucratie syndicale « militante » de la Fédération des unions industrielles du Québec, un des ancêtres de la FTQ. Dans les années 1960, la League for Socialist Action (LSA) était dirigée à Toronto par Ross Dowson. Celui-ci était notoire dans le courant trotskyste pour ses positions particulièrement droitières d'adaptation au CCF/NPD au Canada anglais, dans lequel la LSA faisait de « l'entrisme profond » depuis toujours. Au milieu des

années 1970, Dowson scissionnera lui-même de la LSA pour former un groupe encore plus droitier qui s'enterrera pour toujours dans le NPD.

Pour donner un contexte plus large, il faut aussi comprendre que la Quatrième Internationale fondée par Trotsky en 1938 n'existait plus formellement depuis le début des années 1950 et politiquement, franchement, depuis la Deuxième Guerre mondiale. Tous les aléas, scissions, déchirements et dégénérescences qui ont marqué le mouvement trotskyste durant cette période ne peuvent absolument pas être expliqués en détail ici. Mais disons qu'après l'extermination de ses meilleurs dirigeants par des agents staliniens ou les camps de la mort nazis dans les années 1930-40 et, évidemment, l'assassinat de Trotsky lui-même par un sbire de Staline en 1940, le programme trotskyste véritable a essentiellement disparu comme force politique active dans le monde. Beaucoup, beaucoup de groupes ont tenté et tentent toujours de recréer ce programme, mais avec peu de succès à date. Une des tâches des trotskystes aujourd'hui est justement de regrouper ces forces autour du programme léniniste-trotskyste véritable qui animait la Quatrième Internationale, et de la reforger — notre série sur la Révolution tranquille au Québec (page 16) s'inscrit d'ailleurs comme contribution modeste, mais, croyons-nous, essentielle à ce travail international.

Toujours est-il qu'au début des années 1960, deux tendances « trotskystes » rivales s'étaient entendues pour se regrouper à l'international dans une organisation nommée le « Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale » (SU). Ces deux tendances étaient dirigées d'un côté par le Socialist Workers Party américain, dont la LSA était le satellite canadien, et, de l'autre, par la tendance autour d'Ernest Mandel en Europe, qui dirigeait ce qui restait du squelette organisationnel de la Quatrième Internationale à Paris. Loin d'être sur une base trotskyste, leur ralliement était essentiellement sur un accord de soutien acritique à la bureaucratie stalinienne à Cuba, entre autres. En même temps, pour faciliter leur fusion, ils balayèrent sous le tapis tout un tas de différences politiques, qui allaient éventuellement leur péter au visage et créer d'autres scissions, refusions, etc., dans les années subséquentes. Longue histoire courte — plus de détails sont disponibles dans une brochure que notre tendance avait publiée dans les années 1970, « Genèse du pablisme » (mais qu'il faut aussi lire avec un œil critique). À tout événement, tout cela eut un impact direct sur l'histoire du trotskysme au Québec dans les années 1960-70, autant sur son aspect organisationnel fractionné que sur les programmes et pratiques politiques de ces groupes, et sur leur échec éventuel.

En 1962, la LSA recruta à Toronto un jeune de 18 ans, fils d'anciens militants trotskystes, et qui parlait déjà un peu le français, Mike Mill. La LSA voyant une opportunité de retourner au Québec avec la montée de la Révolution tranquille, Mill et un autre jeune cadre torontois du nom de Richard (ou Dick) Fidler fondèrent la Ligue socialiste ouvrière (LSO) à Montréal, aile québécoise de la LSA. Mill (qui se fit dorénavant appeler Michel) se lança rapidement dans le travail militant, contribuant entre autres à fonder et diriger le Mouvement de libération populaire avec les futurs felquistes Pierre Vallières et Charles Gagnon. Le MLP

Spremo/La Presse Canadienne

Opération McGill français en 1969. Le jeune dirigeant trotskyste Michel Mill joua un rôle de premier plan dans cette mobilisation historique.

ne rompit pas réellement avec les politiques nationalistes de gauche de Parti pris et de la première mouture du FLQ, mais tentait d'y donner une coloration plus « prolétarienne » (une analyse sérieuse du MLP devra être entreprise dans l'avenir). En 1968, Michel Mill se trouvait à la tête des grèves étudiantes de l'automne, inspirées par Mai 68 en France, et était positionné comme l'opposant de gauche le plus en vue à la direction étudiante officielle alors entre les mains du futur ministre péquiste Claude Charron, qui le détestait d'ailleurs royalement. En 1969, Mill joua un rôle central dans le grand mouvement pour un McGill français. Avec cette influence, il recruta un groupe de jeunes Québécois au mouvement de jeunesse de la LSO, qui formera la base des militants trotskystes au Québec dans les années 1970.

À la fin des années 1960, le « Secrétariat unifié » récoltait les fruits de la fusion non principielle de 1963 et s'entre-déchirait à qui mieux mieux dans le monde entier. En gros, la montée de la radicalisation partout dans le monde dans les années 1960 avait provoqué des réalignements profonds, alors que d'un côté le SWP américain devenait de plus en plus conservateur et « respectable », tandis que l'aile Mandel en Europe s'enthousiasmait pour les mouvements guérilléristes et de la jeunesse turbulente, particulièrement sous l'impact de Mai 68. Les jeunes loups du SU tels qu'Alain Krivine et Tariq Ali (le « Street Fighting Man » des Rolling Stones) étaient propulsés au titre de « vedettes » radicales en Europe. Michel Mill était dans ce moule, et tolérait de moins en moins la direction pépère du vieux social-démocrate Dowson. En août 1972, Mill et une grande partie de jeunes membres au Québec quittèrent la LSO et fondèrent le Groupe marxiste révolutionnaire (GMR), qu'il associa immédiatement à la fraction mandélienne du mouvement trotskyste. Un groupe au Canada anglais fit de même un an plus tard pour fonder le Revolutionary Marxist Group (RMG) (du RMG émergeront aussi les membres fondateurs de la Trotskyist League, section canadienne de la tendance spartaciste, dont notre Ligue trotskyste au Québec et au Canada est issue).

Pour terminer avec l'historique et les anagrammes, notons aussi qu'une autre tendance internationale, l'Organisation communiste internationaliste dirigée par Pierre Lambert en France, autre produit des scissions trotskystes des années 1950, allait également s'implanter au Québec en 1974 sous le nom de Groupe socialiste des travailleurs du Québec (GSTQ), dont un des dirigeants principaux, Roch Denis, est mentionné dans notre texte principal [« Révolution tranquille : une analyse marxiste, première partie », *RO* nº 6, été 2025]. Le « parrain » du GSTQ à l'international n'était nul autre que l'auteur Pierre Broué, assez connu pour plusieurs livres sur l'histoire du trotskysme (tandis que Tariq Ali sera le « *sponsor* » du RMG au Canada anglais).

Bref, dans les années 1970, il n'y avait pas moins de trois groupes se réclamant du trotskysme au Québec : la LSO, le GMR et le GSTQ. La LSO, et Michel Mill en particulier, est d'ailleurs intervenue dans la grève générale de 1972, peu avant la scission qui fonda le GMR. La LSO et le GMR cherchaient explicitement à appliquer les leçons de la révolution permanente sur le terrain québécois, soutenant l'indépendance et s'opposant au PQ, qu'ils dénonçaient correctement comme un instrument de la bourgeoisie québécoise, qui ne rompra jamais avec le système impérialiste et qui constituait un obstacle à la libération nationale et sociale du Québec.

Sûrement, une telle analyse aurait dû avoir un impact majeur, sinon historique, en cette période quasi révolutionnaire au Québec. Et pourtant non. Tous ces groupes se sont envolés en fumée, ou alors ne vivotent plus qu'en groupuscules insignifiants aujourd'hui. Que s'est-il passé ? Fondamentalement, malgré leurs différences parfois importantes, aucun des groupes trotskystes n'a voulu affronter l'obstacle principal qui bloquait l'avancement des luttes au Québec : la bureaucratie syndicale nationaliste. De la même manière, ils ne cherchaient pas non plus à combattre les directions nationalistes, réformistes ou féministes bourgeoises qui dirigeaient les autres mouvements sociaux, que ce soit chez les étudiants, les femmes, les groupes communautaires, etc. Certes, ils critiquaient souvent ces directions dans leurs écrits, mais ils ne proposaient aucune alternative concrète et immédiate pour arracher la classe ouvrière de l'influence de ces dirigeants. Ils rationalisaient cela au mieux en expliquant que les luttes toujours montantes suffiront à exposer les bureaucrates syndicaux, par exemple, et qu'il suffisait au mieux de les mettre au défi d'être plus « militants », ce qui les exposerait aux yeux de la classe ouvrière, qui se tournerait alors spontanément vers les groupes d'extrême gauche pour leur donner une direction révolutionnaire. Mais ça c'est de la pensée magique.

S'adapter à la bureaucratie syndicale ou la « contourner » ? Voilà le contenu essentiel des grandes différences entre ces groupes. Mais le résultat était le même : la bureaucratie resta en place, et continua de trahir, menant toute la Révolution tranquille dans l'impasse. En scissionnant de la LSO qu'ils jugeait (avec raison) trop accommodante des directions en place, Michel Mill et le GMR s'orientaient par exemple vers la stratégie des « nouvelles avant-gardes » (surtout les étudiants) promulguée par les mandéliens européens. Dans un document fractionnel de juillet 1970, la minorité du LSA/LSO dirigée par Mill explique comment elle veut appliquer les stratégies adoptées par le SU au Congrès mondial de 1969 sur le terrain québécois :

> « La nouvelle stratégie peut être définie simplement comme la construction de l'organisation révolutionnaire en dehors du mouvement ouvrier traditionnel en utilisant les secteurs périphériques et la nouvelle génération comme base. Il s'agit de renforcer l'organisation révolutionnaire en commençant par le mouvement étudiant, le mouvement nationaliste, le mouvement de libération des femmes, le mouvement de masse de la jeunesse, puis d'attirer peu à peu les secteurs les plus réceptifs de la classe ouvrière et d'atteindre ainsi finalement le centre industriel de la classe.... C'est seulement ainsi que nous pourrons briser le monopole du PQ et de ses alliés dans la bureaucratie syndicale sur la vie de la jeunesse québécoise et des militants ouvriers déjà influencés par la jeunesse. »
>
> — « LSA/LSO Internal Discussion Bulletin nº 10 » (septembre 1970, traduit par nous)

L'intervention dans les mouvements étudiants et autres est évidemment essentielle pour un parti révolutionnaire. Mais l'idée que la radicalisation de la jeunesse mènera d'elle-même au rejet de la bureaucratie syndicale pro-PQ par les travailleurs était complètement utopique (comme l'histoire l'a bien démontré).

Plus tard, dans son manifeste de 1976, l'approche du GMR envers la bureaucratie syndicale a évolué, mais le problème fondamental demeure :

> « Pour lutter contre la bureaucratisation des syndicats, les révolutionnaires doivent favoriser le développement du militantisme et d'une vie syndicale intense. Ils doivent proposer l'élection de Conseils syndicaux élus en assemblée générale des syndiqués et constamment révocables par elle. Au niveau national, les révolutionnaires doivent en même temps construire une "tendance lutte de classes" dont le rôle sera de favoriser la transmission des informations sur les luttes, de faciliter l'extension de la solidarité prolétarienne. Cette tendance "lutte de classes" a pour but de lutter contre le conservatisme et de favoriser la propagation des idées révolutionnaires dans le mouvement syndical. Le GMR sera une des composantes de cette "tendance lutte de classes" qui devrait regrouper tous les militants syndicaux opposés à la bureaucratisation syndicale et décidés à mener un combat pour un Québec socialiste. »

Même s'il était sans doute le groupe marxiste le plus à gauche au Québec, la stratégie du GMR s'arrête ainsi là où elle ne devait que commencer : plus d'information, de démocratie, de militantisme, propager les idées socialistes dans les syndicats — toutes des choses absolument nécessaires évidemment. Mais jamais on ne met de l'avant une perspective qu'il faut lutter ***pour la direction du syndicat***, contre la bureaucratie syndicale dans son ensemble, c'est-à-dire une stratégie lutte de classe dans chaque lutte quotidienne ainsi que pour la direction générale des syndicats, en opposition à la stratégie nationaliste-réformiste des bureaucrates. Confronter directement la bureaucratie syndicale dans la lutte, de façon tactiquement intelligente bien sûr, mais d'une manière qui ne laisse aucun doute dans la tête des travailleurs que les marxistes sont la tendance qui offre une véritable alternative à la bureaucratie, est la seule manière de gagner une influence sérieuse dans la classe ouvrière. Pas juste sur la base de propagande abstraite sur le socialisme du futur et les lendemains qui chantent, mais sur la capacité des communistes de diriger chaque lutte, si limitée soit-elle, dans une direction opposée aux politiques défaitistes des bureaucrates, tant sur le plan de la lutte économique que celui de la libération nationale.

Un autre débat entre ces différents groupes trotskystes est révélateur. Si la LSO appelait à un parti des travailleurs basé sur les syndicats, elle ne le faisait pas en conjonction avec une confrontation politique avec les bureaucrates syndicaux. Le GMR critiquait justement la LSO (et le GSTQ) pour leur capitulation aux bureaucraties syndicales (et au NPD au Canada anglais). Mais la réponse du GMR était généralement de s'opposer à tout appel à la construction d'un parti des travailleurs en tant que tel, qui pour eux serait nécessairement un obstacle réformiste dirigé par les bureaucrates. Mais il y avait bel et bien au Québec à cette époque un fort courant dans le mouvement ouvrier, y compris dans une section de la bureaucratie « de gauche », qui poussait pour la fondation d'un parti des travailleurs opposé au PQ. Évidemment que si un tel parti était dirigé par les bureaucrates, même « de gauche », il ne serait qu'un nouvel obstacle à la révolution ; mais rejeter d'avance la possibilité d'utiliser ce sentiment pour aider à briser l'influence de la bureaucratie syndicale qui ***refusait*** dans les faits de rompre avec la droite syndicale et le PQ était complètement sectaire. Mais c'est souvent ainsi que les différences entre les groupes trotskystes se réduisaient à des débats compliqués sur des slogans particuliers, alors que ces arbres leur cachaient la forêt : pour arracher la classe ouvrière de la direction des bureaucrates, il fallait confronter ceux-ci et montrer une voie alternative dans chaque lutte concrète des travailleurs. Il fallait démontrer au jour le jour que la bureaucratie syndicale était un obstacle même à leurs luttes les plus élémentaires et que seule une direction révolutionnaire pouvait mener vers la victoire. Mais c'est exactement ce qu'aucun de ces groupes ne faisait, s'entre-déchirant plutôt entre eux sur des slogans particuliers qui pouvaient tous très bien être appropriés, ou non, dépendant des circonstances concrètes particulières.

Sur la question nationale, les différences entre la LSO et le GMR étaient tout aussi confuses. En 1970, sans doute sous l'influence de Mill, la LSO résolut d'appeler à l'indépendance du Québec et adopta le slogan « Pour l'indépendance et le socialisme ». Mais Mill s'objecta quand la LSO ajouta l'appel « Pour un Québec indépendant et français », disant que c'était une adaptation au nationalisme. C'est vrai que la logique de la LSO était d'être sur la question nationale plus radicale que le PQ (qui n'était pas à l'époque en faveur des lois linguistiques), mais le slogan n'est pas nécessairement en soi une capitulation au nationalisme. Cela se passait en pleines batailles linguistiques contre la domination de l'anglais et les travailleurs québécois avaient un désir légitime de vivre en français dans leur propre pays. Dans ce contexte, un tel slogan jumelé à des appels aux travailleurs de rejeter la direction bourgeoise de la lutte de libération nationale pouvait être tout à fait approprié.

En fin de compte, le GMR adoptera l'excellent slogan « Pour la république des travailleurs du Québec ». Son manifeste du même nom publié en 1976 affirme justement que :

> « Dans ce contexte, la tâche stratégique des révolutionnaires est double. D'une part, briser l'influence du PQ sur la classe ouvrière en s'attelant à la tâche de construire un Parti Révolutionnaire des Travailleurs. D'autre part, transformer la révolte anticapitaliste, en conscience de classe ; transformer l'appui à la perspective d'un État québécois indépendant en lutte pour un véritable État ouvrier, une République des Travailleurs du Québec. »

Mais les critiques du GMR envers le PQ se limitaient au fait que celui-ci était un parti bourgeois et que l'indépendance sous le PQ ne serait aucune forme de libération. C'est là un argument bien stérile qui ne répondait pas au sentiment dominant dans la classe ouvrière, qui savait que le PQ n'était pas « son » parti, mais qui comprenait que l'indépendance serait quand même mieux que rien et qu'on pourrait se battre plus tard contre la bourgeoisie nationaliste. Ce qu'il fallait démontrer plutôt, c'est que le PQ était en fait un obstacle non seulement à la libération sociale, ***mais aussi à la libération nationale !***

De plus, la LSO pouvait facilement répondre aux critiques du GMR en disant que c'est lui qui capitulait au nationalisme bourgeois parce qu'il avait une position de principe contre un parti unifié dans l'État canadien, arguant qu'il fallait un parti révolutionnaire autonome au Québec (ainsi le GMR et le RMG se considéraient comme deux organisations séparées). En effet, isoler le prolétariat québécois de ses frères et sœurs du reste du Canada alors

Ligue trotskyste au Québec et au Canada

République ouvrière: republique.ouvriere@gmail.com
Workers Tribune: tl.workerstribune@gmail.com

Montréal: C.P. 83 Succ. Place d'Armes
Montréal QC H2Y 3E9
(514) 728-7578
trotskyste.montreal@gmail.com

Toronto: C.P. 7198 Succ. A
Toronto ON M5W 1X8
(416) 593-4138
trotskyist.toronto@gmail.com

CONTACTEZ-NOUS !

Le Manifeste du GMR de 1976 posait correctement plusieurs tâches pour la révolution au Québec, dont la nécessité d'un parti révolutionnaire luttant pour une république ouvrière. Mais il éludait la question essentielle : comment arracher les travailleurs de l'influence de la bureaucratie syndicale et du PQ dans le monde réel.

qu'ils combattent tous les deux l'ennemi qu'est la classe capitaliste canadienne est une capitulation aux divisions nationales qui existent dans ce pays. Une république ouvrière du Québec ne survivrait pas longtemps sans l'appui de la classe ouvrière du reste de l'Amérique du Nord. Qui plus est, l'appui à la lutte de libération nationale du Québec est essentiel pour que les travailleurs anglo-canadiens eux-mêmes rompent avec le libéralisme anti-Québec dominant dans le reste du pays. Évidemment, l'idée d'un parti séparé au Québec reflétait le sentiment d'oppression subi par les militants québécois devant des organisations ouvrières chauvines ou indifférentes basées au Canada anglais (et y compris sans doute de chauvinisme au sein de la LSA elle-même). Mais la réponse des révolutionnaires est de combattre politiquement ces tendances, et non pas de scissionner et d'abandonner les militants de la nation dominante aux mains de dirigeants chauvins !

Des débats tout aussi stériles existaient aussi sur plusieurs autres questions. Dans le courant de la bataille qui mena à la formation du RMG au Canada anglais, cette minorité reprocha à la LSA de capituler aux courants féministes bourgeois *mainstream* en ayant abandonné le slogan « Pour l'avortement libre et gratuit » au profit du plus consensuel « Pour l'abrogation des lois antiavortement » (la LSO/LSA voulait aussi être les féministes « les plus féministes »). Le RMG fit remarquer justement que la LSA s'adaptait ainsi au féminisme bourgeois, mais rejetait simplement le deuxième slogan qu'elle jugeait réformiste au profit du premier qu'elle jugeait « révolutionnaire ». Mais arracher la lutte de libération des femmes des mains des féministes bourgeoises n'était pas simplement une question de mots d'ordre (et les deux sont parfaitement corrects dans l'abstrait). Il faut plutôt démontrer pourquoi celles-ci sont un obstacle à la libération de la femme, et encore une fois le démontrer concrètement en guidant le mouvement des femmes à chaque tournant vers une direction révolutionnaire.

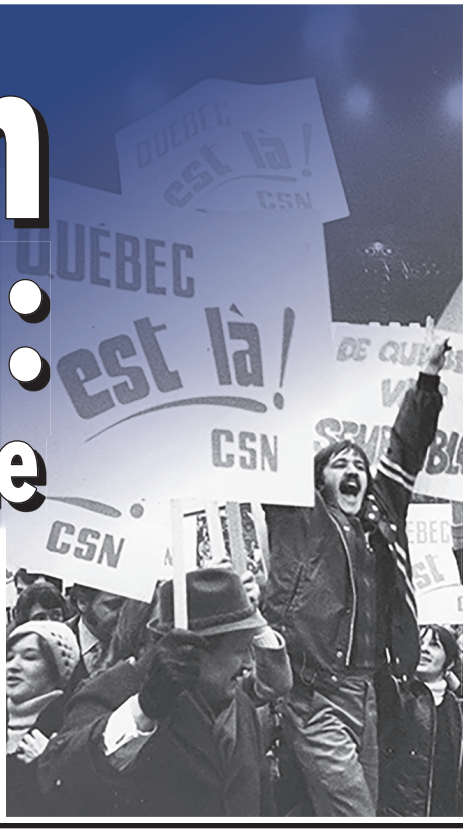
GMR et RMG capitulaient d'ailleurs à leur propre façon aux courants féministes. Tout comme pour le parti séparé au Québec, ils faisaient la promotion d'un mouvement « autonome » des femmes séparé du parti révolutionnaire et qui exclut les hommes. Ces positions (aussi adoptées par les féministes radicales du Front de libération des femmes [FLF] au Québec à l'époque, et répétées dans la gauche maintes fois depuis) sont également une réaction au rôle subordonné de « secrétaires » que les femmes subissaient dans la gauche. Au Québec, les supporters femmes de Parti pris ou du FLQ par exemple se trouvaient constamment reléguées au second rang, à des tâches administratives, etc. Cette situation est la réflexion du nationalisme bourgeois auquel ces groupes s'adaptaient. Mais une organisation révolutionnaire doit se donner comme tâche de briser de telles pratiques par la compréhension qu'il n'y aura aucune révolution prolétarienne sans l'apport complet des femmes révolutionnaires, y compris aux niveaux les plus élevés de la direction. L'idée de groupes « autonomes » des femmes est ancrée dans la notion que les femmes doivent être « protégées » du machisme et du chauvinisme avant, pendant et après la révolution. Mais la meilleure « protection » est la pleine participation des femmes dans le mouvement révolutionnaire, pas dans des petits groupes séparés qui parlent « d'affaires de femmes ». Ces conceptions sont en fait une capitulation aux notions bourgeoises de divisions des sexes. L'ennemi des femmes n'est pas les hommes, mais le système capitaliste. Oui, les femmes subissent une oppression spécifique et les organisations révolutionnaires doivent bâtir un mouvement révolutionnaire des femmes (incluant les hommes, les non-binaires, trans, etc., qui veulent y contribuer), mais comme partie prenante du mouvement révolutionnaire, pas séparées dans leur coin.

En fin de compte, les groupes trotskystes au Québec sont disparus parce qu'ils ne se sont pas directement confrontés aux directions traîtres du mouvement ouvrier ni aux stratégies fausses et confuses des autres mouvements des opprimés. Les pratiques du GMR, de la LSO et du GSTQ ont évolué au fil du temps (ce qui précède est loin d'être une analyse exhaustive), mais jamais ils n'ont su mettre de l'avant le programme trotskyste dans les luttes concrètes du prolétariat contre les trahisons inévitables des bureaucraties pro-PQ ou autres. À chaque tournant ils capitulaient ou contournaient le problème. La gauche actuelle au Québec (par exemple le Parti communiste révolutionnaire ou Alternative socialiste) fait essentiellement la même chose, malgré leurs grandes divergences apparentes, entre autres sur la question nationale. C'est un cycle qui doit être brisé si on veut faire avancer la révolution au Québec et au Canada.

Finalement, on doit dire aussi franchement qu'avec, entre autres lacunes, la position chauvine de notre tendance qui s'opposait à l'indépendance du Québec jusqu'en 1995 (et seulement alors pour corriger cette position de façon centriste), toute possibilité de jouer un rôle dans le développement de la gauche québécoise nous était fermée d'emblée. On ne peut que regretter que ce soit seulement plus de 50 ans après l'apparition du GMR, le groupe trotskyste le plus à gauche au Québec à l'époque, que nous soyons aujourd'hui en mesure de présenter le programme sur la base duquel nous aurions pu lutter politiquement avec ses membres et, qui sait, peut-être fusionner et acquérir les forces pour lancer un véritable parti des travailleurs luttant pour une république ouvrière du Québec. Cette tâche demeure devant nous. ■

Deuxième partie

Révolution tranquille : une analyse marxiste



Par Charles Gaudreault et Simon Ricard

*Dans la première partie (*RO *nº 6, été 2025), nous avons développé les origines de la Révolution tranquille et établi que c'est l'éveil du mouvement ouvrier qui a permis de casser le carcan du duplessisme et l'ouverture d'une période de progrès social et national. Nous avons aussi vu comment la bourgeoisie québécoise, faible et dominée, a utilisé l'impulsion du mouvement ouvrier pour se hisser à la tête du mouvement — menant à l'élection du gouvernement Lesage. Nous avons expliqué comment le Parti libéral a pu mettre en place un grand nombre de mesures progressistes dû à l'impulsion du mouvement ouvrier et comment ce même gouvernement a cherché à contenir et mater cette même impulsion ouvrière. Cette deuxième partie touchera surtout sur la gauche durant les évènements de la fin des années 1960 et du début des années 1970, avant l'élection du PQ.*

La libération nationale et sociale du Québec résonne dans toute la societé. De gauche à droite : de Gaulle scande « Vive le Québec libre ! » en 1967 ; lecture télévisée du Manifeste du FLQ pendant la crise d'Octobre 1970 ; front commun syndical de 1972.

Archives de la ville de Montréal ; Radio-Canada ; CSN

Parti pris et le « soutien tactique » à la bourgeoisie québécoise

De tous les groupes de gauche qui se sont penchés sur les questions posées au début de la Révolution tranquille, celui qui gravite autour de la revue *Parti pris* (1963-1968) s'est sans aucun doute imposé comme pôle d'attraction pour la génération de cette époque. Les jeunes révolutionnaires attirés par la revue étaient en quête d'une orientation politique qui allierait « indépendance et socialisme ». Il est donc intéressant de montrer en quoi *Parti pris* a échoué à développer une position authentiquement révolutionnaire alliant « question nationale » et « question sociale » — échec ensuite répété chez tous les autres groupes de gauche au Québec, comme nous le verrons.

Face aux réformes socio-économiques mises en place par le gouvernement Lesage, *Parti pris* s'est heurté de plein fouet aux contradictions de la Révolution tranquille. Il affirmait dans un éditorial :

> « Déjà, pour combattre la mainmise étrangère sur notre économie, elle [la bourgeoisie québécoise libérale] doit recourir à l'État québécois, ***ce qui, en définitive, favorise l'indépendance et le socialisme***. Seulement, la bourgeoisie au pouvoir ne peut pas être cohérente avec cette ligne d'action : ce serait travailler à sa propre destruction. »
>
> — Jean-Marc Piotte, « Parti pris, le RIN et la révolution », *Parti pris*, vol. 1, n° 3 (décembre 1963, souligné par nous)

Parti pris pouvait voir l'un des aspects de la position contradictoire de la bourgeoisie québécoise — son utilisation des leviers de l'État contre l'oppression nationale

(suite page 3)